

ter d'une décision négative, prise après que tous ces mois se soient écoulés.

Si le gouvernement avait consulté la compagnie, une gamme infinie de possibilités auraient pu surgir de semblables réunions. Nous voudrions que le premier ministre nous dise en quoi consistent certaines des possibilités. Les experts en matière de défense ont certainement dû le mettre au courant de ce qui est disponible ou des solutions qui devraient être étudiées. Un directeur des usines Avro a fait hier à la presse une déclaration dans laquelle il laisse entendre que le gouvernement ne s'est pas soucié de consulter la compagnie et n'a pas eu d'entretiens avec les ingénieurs et les ouvriers très spécialisés de cette industrie pour tenter de mettre à contribution leurs divers points de vue afin de venir en aide au gouvernement en cette affaire. Il a ensuite mentionné quelques possibilités qui auraient pu être prises en considération et je suis certain qu'il aurait pu en mentionner d'autres encore.

Pour commencer, le gouvernement aurait dû prendre des dispositions en vue du ralentissement méthodique du travail ou du congédiement méthodique des ouvriers de cette entreprise, s'il avait décidé qu'il ne pouvait avoir recours à aucun autre moyen. On aurait certainement pu étudier la possibilité de construire un autre type d'avion à mettre à la disposition de notre division de l'air outremer. Le gouvernement aurait certainement pu examiner la possibilité de fabriquer des projectiles et d'autres équipements de défense. Le gouvernement examine sans doute ces questions depuis dix-huit mois. A-t-il pris des décisions positives? Sinon, pourquoi pas? Il s'agit vraiment ici d'une question très grave et nous ne lui trouvons aucune excuse pour n'avoir consulté personne.

Le bouleversement qu'a provoqué cette décision est un sujet de profonde et grave préoccupation pour tous les Canadiens. Il a une portée nationale et il atteint le public d'un bout à l'autre du pays. De plus, il porte atteinte à un vaste secteur de l'industrie. Le résultat immédiat a été, évidemment, une crise. La question de savoir si nous pourrions conserver et retenir au Canada l'important personnel technique formé au cours des années a déclenché une crise. Dès samedi matin, des représentants de l'aéronautique américaine étaient aux aguets à Toronto. Ils ont téléphoné à des membres de notre personnel scientifique, leur offrant de les engager et de les amener aux États-Unis.

Certains cas particuliers sont vraiment tragiques. Certaines personnes m'ont téléphoné en fin de semaine pour me raconter leur histoire. Ces gens méritent certainement que nous les écoutions. J'aimerais consigner au

compte rendu un ou deux cas qui se rattachent à cette crise. Il s'agit dans un cas d'un homme venu d'Angleterre avec ses deux enfants de 12 et de 14 ans. Il a une maison pour laquelle il verse \$90 pour la première hypothèque et \$35 pour la seconde. Il verse \$100 par mois sur sa voiture. Son compte de gaz s'élève à \$22 par mois, celui du téléphone à \$5 par mois et son compte d'électricité à \$8 par mois. Comment peut-il se sortir de l'impasse en ne retirant que ses prestations d'assurance-chômage?

Une voix: Il n'a qu'à vendre son automobile, tout simplement.

L'hon. M. Hellyer: Un honorable député vient de dire que cet homme-là perdra cette voiture, tout simplement.

M. Benidickson: Et sa maison!

M. Habel: Il perdra tout.

L'hon. M. Hellyer: Assurément! Et selon l'honorable député qui le premier m'a interrompu, cela ne tire pas à conséquence. Il n'y a pas que 300, 400 ou même 12,000 ou 14,000 familles qui sont atteintes. Nous n'en sommes qu'au début. Les effets ne se sont pas encore fait sentir dans les industries connexes. En ce cas ce serait 10,000 à 20,000 familles de plus qui seraient frappées.

Un autre cas qui m'a été signalé est celui d'un type qui est venu d'Angleterre il y a quelques années et qui est sans emploi depuis environ trois semaines maintenant parce qu'il n'avait pas assez d'ancienneté. Des provinces Maritimes, il s'est rendu à Toronto et a vendu \$8,000 une maison qui lui en avait coûté \$13,5000. Après avoir été mis à pied, il s'est rendu à la banque afin de voir ce qui en était de son hypothèque. On l'envoya au siège social de la banque qui retarda son échéance jusqu'au 15 mars.

Un autre homme me disait que, maintenant, il ne savait pas quoi faire. Il était, pour ainsi dire, né et avait grandi dans l'industrie aéronautique, en avait parlé et n'avait vécu que pour elle toute sa vie. C'est tout ce qu'il connaît et comprend. Il appartient entièrement à cette industrie et ne peut aller nulle part ailleurs, sauf peut-être, ajouta-t-il, aux États-Unis. Un autre se trouve dans de tels embarras d'argent qu'il m'a dit bien franchement être obligé de retirer sa fille de l'école secondaire. Cet état de choses est inquiétant! Un autre encore me dit que récemment son gendre a eu un très grave accident qui a entraîné une lésion au cerveau, et le met hors d'état de travailler. Cet homme est maintenant obligé de faire vivre sa femme, sa fille, son genre et deux petits-enfants. Il n'a pas le sou, il est sans travail et sans ressources. Que va-t-il faire?